Russie : vers un accord pour le deuxième tronçon du gazoduc TurkStream?

Description

Par Céline Bayou (sources : *Kommersant, Vedomosti, Anadolu Agency*)

Alors que la pose du premier tronçon du gazoduc TurkStream, qui doit relier le sud de la Russie au nord de la Turquie en traversant la mer Noire, continue de progresser, les négociations sur le second tronçon pourraient se débloquer bientôt.

Le TurkStream est né sur les décombres du South Stream, qui devait déboucher en Bulgarie mais a été abandonné en 2014 du fait du blocage de l'Union européenne pour non-conformité avec la réglementation communautaire. Rebaptisé et redirigé, le gazoduc doit à terme permettre de transporter 31,5 milliards de m3 de gaz russe par an (soit nettement moins que ce que prévoyait le South Stream) grâce à deux tubes. Le premier, d'une capacité de 15,75 milliard de m3, a fait l'objet d'un accord intergouvernemental entre Russie et Turquie en octobre 2016. Le gaz qu'il transportera sera exclusivement destiné au marché turc. Le gazoduc partira d'Anapa, ville russe côtière, traversera la mer Noire sur 900 km, puis aboutira dans la région thrace de Turquie. Depuis juin 2017, plus de 250 km de ce tube sous-marin ont été posés.

Mais des différends sont intervenus entre Gazprom et son partenaire turc Botaş concernant le prix du gaz livré, au point qu'une plainte a été déposée en décembre 2015 par la Turquie auprès de la Cour d'arbitrage de Stockholm. Cette plainte pourrait être examinée à partir de la fin septembre 2017.

Or, après onze mois de négociations, les deux entreprises semblent s'approcher d'un accord en vue de créer une société à capital mixte (à parité) qui, baptisée TurkAkim Gaz Tasima AS, serait chargée de l'installation du deuxième tronçon du gazoduc. Celui-ci doit servir à alimenter le sud-est de l'Europe. La société mixte devrait avoir notamment la charge de l'installation de son tronçon terrestre (dont le tracé exact reste à préciser). Le tube sera propriété de Gazprom (la législation turque ne s'appliquera donc pas à son cas) et la totalité des volumes transportés fera l'objet d'accords de ship-or-pay. Le 21 septembre 2017, le conseil d'administration de Gazprom examinera cette possibilité avec Botaş.

Compte tenu de la concomitance des dates, on comprend que les parties pourraient être enclines désormais à trouver un accord amiable auprès de la Cour d'arbitrage de Stockholm. La Russie, en particulier, est pressée: elle souhaite débuter les travaux de pose du second tronçon dès mars-avril 2018 afin d'achever le gazoduc d'ici fin 2019. C'est-à-dire à la date d'extinction du contrat de transit gazier entre la Russie et l'Ukraine.

date créée
14/09/2017
Champs de Méta